

Mercredi 17 octobre 2018

Communiqué

A 45 : Laurent Wauquiez, Georges Ziegler, Gaël Perdriau dénoncent la méthode indigne et le double discours du gouvernement

« Nous apprenons par voie de presse que la ministre des Transports, Elisabeth Borne, aurait indiqué lors d'une réunion ce matin avec les parlementaires de la majorité présidentielle de la région Auvergne Rhône-Alpes, que le gouvernement aurait définitivement abandonné le projet d'autoroute A 45.

La méthode est indigne. Il y a quelques jours encore, la ministre indiquait que "*l'hypothèse de cette liaison autoroutière entre Lyon et Saint-Etienne n'était pas écartée (...)*". **Il ne lui aura fallu que quelques jours pour faire sombrer un projet qui mobilise des centaines de milliers d'usagers, d'élus et le milieu économique au cœur de notre Région depuis vingt ans.** Ce Gouvernement rompt la parole donnée en méprisant nos territoires. De son bureau parisien, **Elisabeth Borne sacrifie un projet vital sans même se déplacer sur le terrain.** Le gouvernement manque totalement de respect, de méthode et de cohérence dans ses affirmations successives.

Si la décision est indigne sur la forme, elle est sur le fond, incompréhensible. Le dossier de l'A45 était techniquement, juridiquement et financièrement bouclé depuis avril 2017. Seule manquait la signature du gouvernement pour que le chantier démarre. Depuis les dernières élections présidentielles, le gouvernement, n'assumant pas ses responsabilités, n'a pris aucune décision, remettant en cause le principe même de continuité républicaine des décisions engagées sur ce dossier.

Aujourd'hui, on apprend que l'Etat mobiliserait finalement des crédits pour des aménagements existants contredisant l'argument régulièrement avancé par le gouvernement arguant de difficultés à financer les nouveaux projets d'infrastructures.

Soulevant de nombreuses questions juridiques, le dossier a été renvoyé au débat parlementaire dans le cadre du futur projet de loi d'orientation mobilité qui n'a pas encore été présenté en conseil des ministres. Ces dernières déclarations par voie de presse rendent donc caduc le débat parlementaire autour de l'A45. Qu'en sera-t-il des autres projets concernés par ce projet de loi d'orientation mobilité ?

Nous demandons à la ministre de prendre enfin ses responsabilités et de faire preuve d'un peu de courage pour confirmer ou infirmer ces informations directement auprès des acteurs de notre territoire ».